

TRIBUNE

Jour de la Terre : passons des discours à l'action !

Cette journée de célébration écologique est l'occasion de rappeler que la France n'en fait pas assez pour l'environnement, selon un collectif d'intellectuels et d'élus. Il faut mettre de l'argent et des politiques efficaces sur la table.



Lors d'une manifestation en face du Parlement grec à Athènes, le 5 juin. (Louisa Gouliamaki/AFP)

par [un collectif](#)

publié le 22 avril 2021 à 7h55

En ce 22 avril ont lieu le 51e jour de la Terre et le [5e anniversaire de la signature de l'accord de Paris](#). A cette date se tient, à l'invitation de Joe Biden, un sommet international décisif pour le climat. Le président américain y présentera les nouveaux objectifs des Etats-Unis en la matière, et demandera aux dirigeants des principales économies d'harmoniser leurs politiques fiscales pour financer les engagements de l'accord de Paris. En effet, seule une action internationale coordonnée permettra de trouver des solutions efficaces à la crise climatique.

[La politique américaine a fait un virage à 180°](#) et montre l'exemple : alors que Donald Trump était dans le déni du réchauffement climatique, Joe Biden propose un plan d'investissement de 2 000 milliards de dollars en 4 ans pour décarboner l'économie américaine et avancer vers la neutralité carbone ! Son sommet mondial pour le climat qui s'ouvre est porteur d'espoir. En quelques mois, les Etats-Unis d'Amérique, puissance historiquement productiviste et dépendante des énergies fossiles, ont réussi à démontrer que la décision politique, lorsqu'elle s'appuie sur l'étude scientifique et objective des faits, peut inverser le cours des choses.

Condamnation unanime

Qu'en est-il en France ? Ce sommet est l'occasion de faire le bilan sur l'action de l'exécutif. En 2017, Emmanuel Macron, organisateur du [One planet summit](#), apparaissait à côté de Donald Trump comme le *«champion de la planète»*. Il a favorisé l'engagement de l'Europe pour une neutralité carbone en 2050 et une réduction des émissions de 55 % d'ici à 2030. Pour se mettre à l'écoute des scientifiques et des citoyens, il a mis en place un Haut Conseil pour le Climat et la Convention citoyenne pour le climat (CCC). Des engagements mais concrètement, les actes ne suivent pas. Depuis 2015, les baisses d'émissions de GES mesurables ne sont toujours pas suffisantes pour atteindre les objectifs fixés.

Des instances européennes au Conseil d'Etat, des membres de la Convention citoyenne aux ONG environnementales, la condamnation est unanime : le gouvernement français ne produit pas de politiques publiques compatibles, et à la hauteur, des enjeux de lutte contre les dérèglements climatiques et les pollutions de l'environnement. [La loi Climat et résilience](#), en cours de discussion au Parlement, censée traduire les propositions de la CCC, ce qu'elle ne fait en réalité que très partiellement, ne permet toujours pas de respecter les engagements pris, selon le Haut Conseil pour le Climat.

Où est l'argent ? Où sont les mesures structurantes ? Force est de constater qu'en France et en Europe, nous régressons sur tous les plans, sanitaire, économique, social, démocratique... et écologique. Nous n'investissons pas assez pour bâtir une société de transition plus résiliente et juste. Seule l'angoisse des néolibéraux prédomine : «*Qui paiera la dette ?*» Quand Joe Biden répond priorité stratégique, augmentation massive de la fiscalité sur les entreprises et lutte contre le contournement fiscal, le président français, tout en se cachant derrière l'attentisme européen, maintient la ligne de l'allègement des charges des entreprises et la non-taxation des plus hauts revenus. Pour quel résultat ? Les plans de relance de ces dernières années en faveur des entreprises ont essentiellement profité aux plus grandes d'entre elles, sans aucune contrepartie effective, ni en termes d'emplois, ni en termes d'engagement en faveur de la transition écologique.

De l'argent et des politiques structurantes

Nous restons dans ce monde étrange, dans lequel le sommet (de l'Etat, de l'Union Européenne) fixe de grands objectifs, des règles tatillonnes et renvoie aux instances locales pour la mise en application sans les doter de moyens. Les collectivités locales, chevilles ouvrières de la lutte contre le changement climatique et dernier rempart contre la précarité et l'isolement des plus fragiles, voient leurs capacités d'investir pour leur population s'amoinrir encore. Le résultat est toujours le même : dégradation des services publics de proximité, diminution des droits réels, échec de la transition, chômage, précarité.

Cela ne peut plus durer. Assumons-le, deux visions du monde s'affrontent : celle des partisans du déni, qui maintiennent sous perfusion un modèle éculé malgré les crises écologiques en cours et l'aggravation des inégalités ; et celle de ceux qui, par souci d'un avenir collectif sur une planète préservée, veulent faire face aux faits et agir concrètement pour atténuer notre impact sur le climat et l'environnement et adapter notre société aux dérèglements en cours.

Pour préserver la Terre, chacun doit faire sa part. Les régions, les départements, les communes, les entreprises, les citoyens, tous peuvent contribuer à la transition écologique. Beaucoup le font déjà de mille et une façons, mais encore faut-il leur en donner la liberté et les moyens. L'Etat et l'Union Européenne doivent mettre de l'argent et des politiques structurantes sur la table.

Emmanuel Macron, Ursula Von Der Leyen, parlementaires, soyez à la hauteur des enjeux ! Citoyens, mobilisons-nous ce 22 avril dans l'action et le 9 mai dans la rue pour une vraie Loi Climat.

Premiers signataires :

Alain Lipietz, économiste, **Anne Hessel**, coprésidente d'honneur de Nouvelle Donne, **Benoît Hamon**, fondateur de Génération·s, **Claire Lejeune**, co-coordinatrice de Résilience Commune, **Claire Monod**, conseillère régionale IDF, **Clémentine Autain**, députée FI, membre d'Ensemble !, **Clotilde Bato**, présidente de Notre Affaire à Tous, **Corinne Lepage**, Cap Ecologie, **Damien Carême**, député européen, **Dominique Bourg**, professeur honoraire de l'université de Lausanne, **Dominique Méda**, professeure d'université, **Emilie Marchès**, responsable régionale les Radicaux de gauche Nouvelle-Aquitaine, **Eric Piolle**, maire de Grenoble,

Fabien Pages, directeur général Res Publica, **Gilles Raveaud**, professeur d'économie, université pauvre de Saint-Denis, **Johanna Rolland**, présidente de France Urbaine, **Julien Bayou**, secrétaire national Europe Ecologie-les Verts, **Laura Morosini**, présidente de l'association Chrétiens unis pour la terre, **Marie Toussaint**, députée européenne écologiste, **Mathilde Imer**, coprésidente de «2022 ou jamais», **Matthieu Orphelin**, député écologiste du Maine-et-Loire, **Myriam Martin**, conseillère régionale Occitanie FI, membre d'Ensemble !, **Olivier Faure**, premier secrétaire du Parti socialiste, **Patrick Viveret**, philosophe, **Philippe Bouyssou**, maire (PCF) d'Ivry-sur-Seine, **Pierre Larrousurou**, député européen, rapporteur général du budget 2021, **Raphaël Glucksmann**, député européen, **Sabine Rosset**, directrice de BLOOM, **Valérie Beausert-Leick**, présidente du département de Meurthe-et-Moselle, **Yannick Jadot**, député européen.